Inspections dépôts de sang Centre-Val de Loire

Réunion Régionale des dépôts de sang Orléans le 03/04/2019 Dr. Thierry SAPEY: CRHST Mme Marjorie BLIN: Assistante







La région Centre-Val de Loire dispose de *30 dépôts de sang* (2DD, 2DR, 1 DUV, 25 DUV/DR) repartis sur l'ensemble de ces 6 départements.

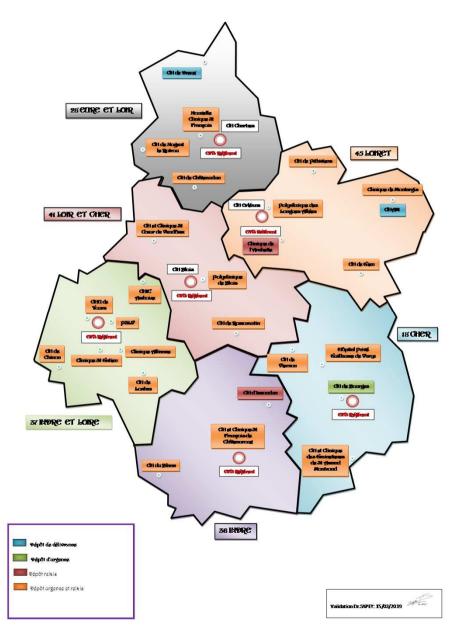
L'article D.1221-20-6 du Code de Santé Publique relatif aux dépôts de produits sanguins labiles dans les établissements de santé prévoit la réalisation d'au moins un contrôle pendant la durée de validité de l'autorisation qui est de 5 ans.







Types de Dépôts en CVL









L'analyse concerne **29 établissements de santé** (12 ES privés et 17 ES publics) ayant un dépôt de sang (2DD, 2DR, 1DUV, 24 DUV/DR).

Les remarques et écarts de ces 29 inspections ont été relevées, elles entrainent des *décisions administratives* en fonction de la gravité et de la présence d'un texte législatif légiférant celles-ci.







Remarque: Expression écrite d'un défaut plus ou moins grave perçu par la mission d'inspection et qui ne peut être caractérisé par rapport à un référentiel législatif ou réglementaire opposable.

Ecart: Expression écrite d'une non-conformité constatée par rapport aux exigences législatives ou réglementaires. Les écarts relevés lors de la mission d'inspection sont caractérisés par rapport à un référentiel législatif ou réglementaire opposable.







Remarques et écarts répartis en 6 groupes

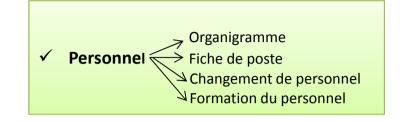
- ✓ Personnel
- ✓ Informatisation
 - ✓ Transport
 - ✓ Matériel
 - ✓ Procédures
- ✓ Convention non actualisée







Puis nous avons distingués des sous groupes



















- <u>Recommandation</u>: Se rapporte à un manquement à risque faible ayant fait l'objet d'une remarque en l'absence d'une référence juridique.
- → <u>Prescription</u>: Elle fait suite au constat d'un écart, donc en rapport avec un référentiel législatif ou réglementaire opposable. Il s'agit d'un risque latent qui doit attirer l'attention.
- Injonction: Elle fait suite au constat d'un écart, donc en rapport avec un référentiel législatif ou réglementaire opposable. Elle se rapporte à un risque critique et patent. Elle est un préalable à une mesure « lourde « fixée par la loi » (fermeture, action sur les autorisations...)



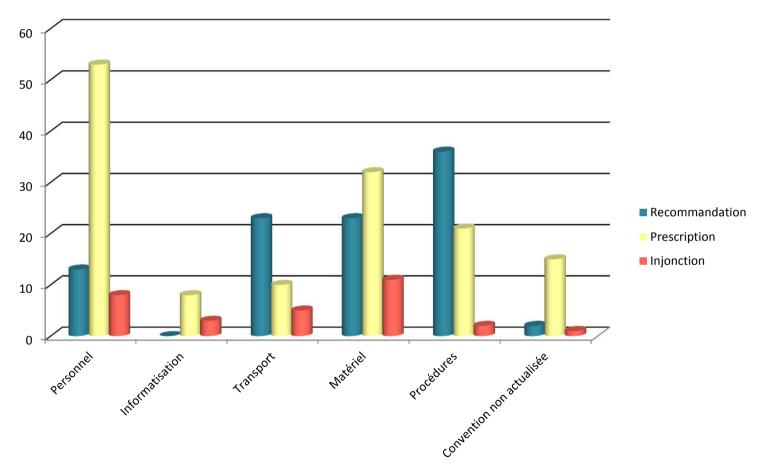
97 remarques et 169 Ecarts

	Recommandation	Prescription	Injonction	Total
Personnel	13	53	8	74
Informatisation	0	8	3	11
Transport	23	10	5	38
Matériel	23	32	11	66
Procédure	36	21	2	59
Convention non actualisée	2	15	1	18
	97	139	30	266















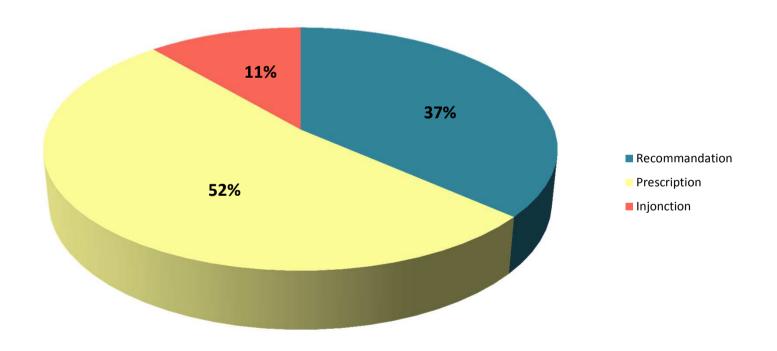
	Recommandation	Prescription	Injonction	TOTAL
Organigramme	5	9	0	14
Fiche de poste	0	7	0	7
Changement du personnel	3	9	5	17
Formation du personnel	5	28	3	36
Informatisation	0	8	3	11
Transport	23	10	5	38
Matériel	3	26	8	37
Plan d'occupation des enceintes	15	5	1	21
Alarmes	5	1	2	8
Procédures	29	13	1	43
Local	5	8	1	14
% de retour conforme	2	0	0	2
СРОМ	0	3	0	3
Stock	1	3	0	4
Convention	1	9	1	11
	97	139	30	266







Proportion de la nature des décisions administratives







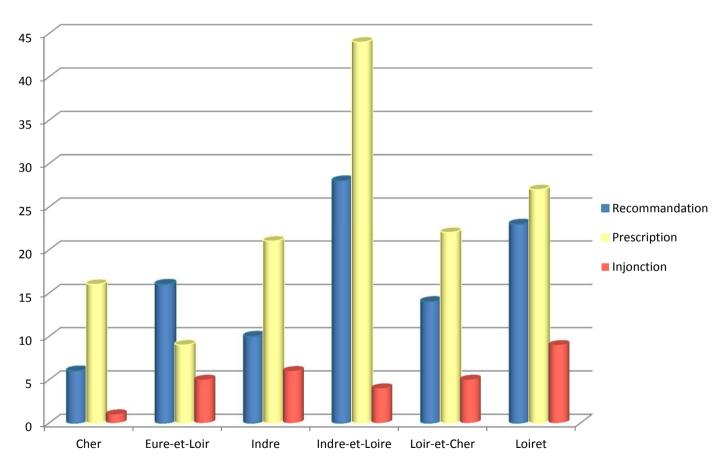


	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret
Nombre de dépôts inspectés/nombre total de dépôts	5/5	4/4	4/4	7/7	4/4	5/6
Recommandation	6	16	10	28	14	23
Prescription	16	9	21	44	22	27
Injonction	1	5	6	4	5	9
Total Décisions Administratives	23	30	37	76	41	59





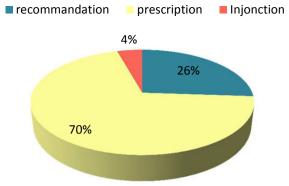




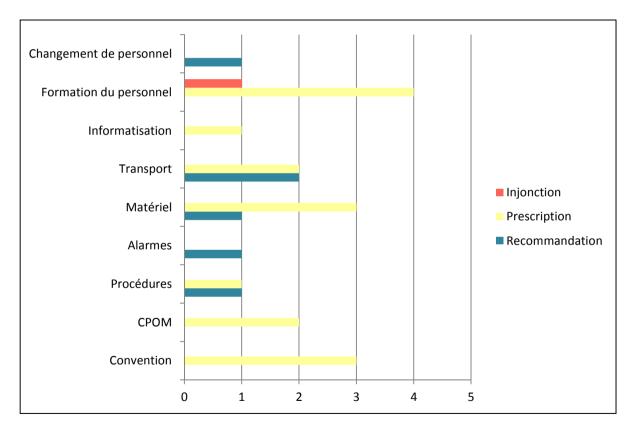








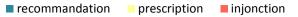
CHER

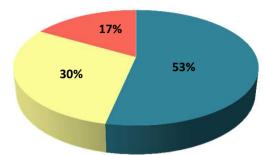




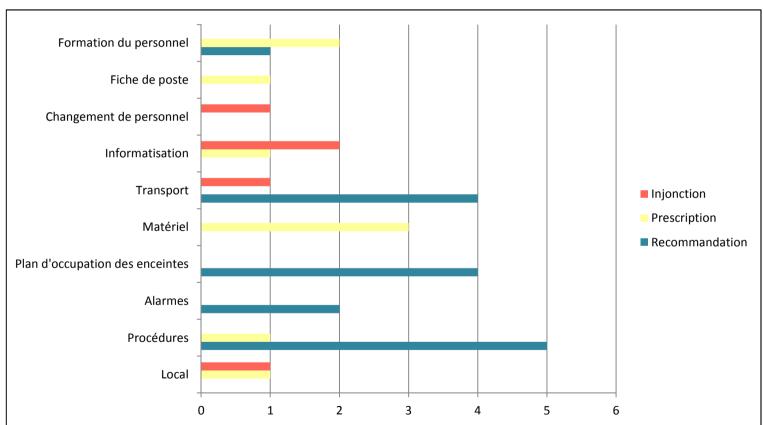








EURE ET LOIR

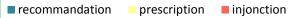


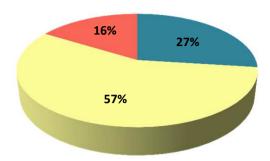




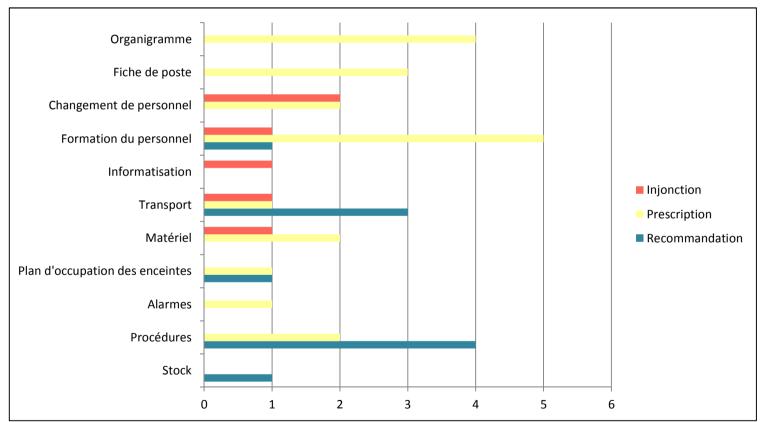


16





INDRE

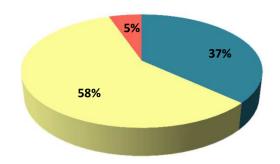




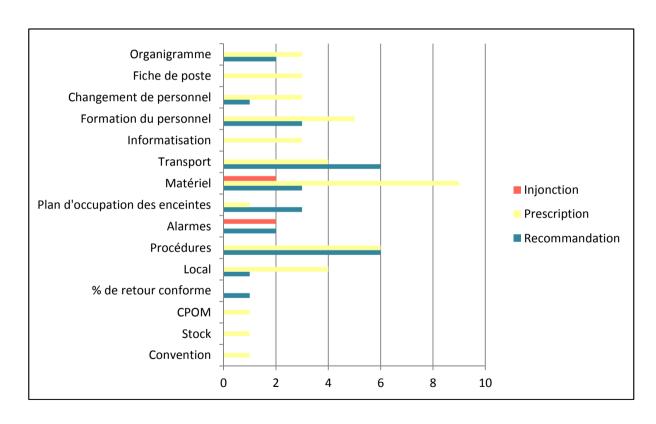








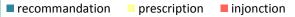
INDRE ET LOIRE

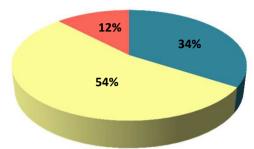




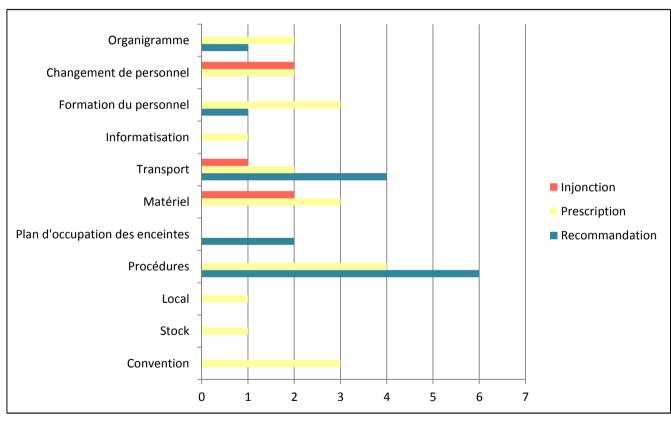








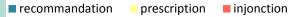
LOIR ET CHER

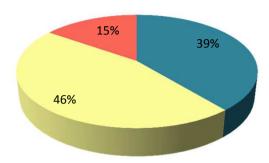




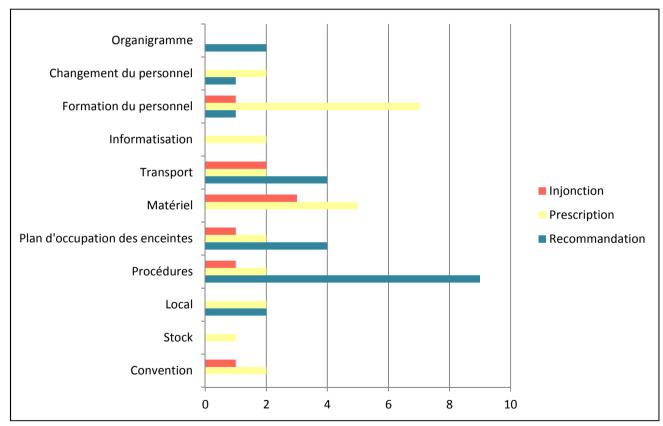








LOIRET









Conclusion

Cet état des lieux prouve *l'utilité* des inspections des dépôts de sang, compte tenu du nombre élevé de prescriptions et d'injonctions (63% des décisions administratives) malgré la visite annuelle réalisée par l'EFS.

Les problèmes en rapport avec *le personnel* (formation, habilitation, fiche de poste....), *le matériel* (contrats de maintenance, qualifications, changement des enceintes....) et *les transports* (formation des chauffeurs, convention avec prestataire externe non conforme, kits de secours...) sont ceux qui ont nécessités *le plus d'injonctions*.





Etude comparative avec BFC

La région Bourgogne-Franche-Comté (BFC) dispose de **21 dépôts de sang** (16 DD, 2 DUV, 3 DUV/DR) répartis sur l'ensemble de ces 8 départements.







Etude comparative avec BFC

	Recommandation		Prescr	iption	Injonction		Total	
	CVL	BFC	CVL	BFC	CVL	BFC	CVL	BFC
Personnel	13	10	53	79	8	2	74	91
Informatisation	0	6	8	4	3	0	11	10
Transport	23	3	10	4	5	0	38	7
Matériel	23	10	32	21	11	2	66	33
Procédure	36	41	21	40	2	0	59	81
Convention non actualisée	2	1	15	8	1	0	18	9
Total	97	71	139	156	30	4	266	231







Etude comparative avec BFC

Les résultats des inspections des 2 régions sont assez *comparables*, le point clé étant les anomalies en rapport avec le *personnel*.

Les injonctions sont plus fréquentes en CVL mais le plus souvent pour le même type d'anomalie qu'en BFC (personnel et matériel).







PERSPECTIVES: Grille audit transport





Rédaction : Dr. Thierry SAPEY / Marjorie BLIN

Validation: Le 11/01/2019 par Dr. Thierry SAPEY (CRHST)

DPSE / VSS	GRILLE D'AUDIT-TRANSPORT DES P.S.L				
Références	Décisions du 10 juillet 2018 définissant les principes de bonnes pratiques prévues à l'article L.1222-12 du code de la santé publique.				
Champs d'application	> Transport des P.S.L entre EFS et ES (avec ou sans dépôt)				







PERSPECTIVES: formation des chauffeurs

http://hemovigilance-cncrh.fr/wp18/accueil/les-regions/centre-val-de-loire/

Transport des Produits Sanguins Labiles

La réglementation applicable



Dr. Thierry SAPEY: CRHST Mme Marjorie BLIN: Assistante







Merci de votre attention





